

menacé de frapper d'interdiction tous les membres d'une bande d'Indiens? Si tel est bien le cas, à titre de surintendant des Affaires indiennes, le ministre protestera-t-il aussi énergiquement que possible auprès du procureur général de la Colombie-Britannique contre cette discrimination, qui viole les droits de l'individu?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le ministre a sans doute pris note de la requête du député de Comox-Alberni.

LES PARCS NATIONAUX

LA SASKATCHEWAN—DEMANDE DE REN- SEIGNEMENTS RELATIVE AU SECOND PARC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. R. Southam (Moose-Mountain): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, à la suite des nombreuses instances pressantes qui m'ont été présentées par diverses personnes en Saskatchewan.

Puisque nous en sommes au premier anniversaire de son annonce d'un deuxième parc national pour la Saskatchewan, le ministre peut-il dire où ce parc sera situé et quand commencera son aménagement?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Cette question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

L'AGRICULTURE

LES OFFRES D'EMPLOI FAITES AUX TRAVAIL- LEURS AGRICOLES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. A. Olson (Medicine Hat): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre de l'Agriculture une question qui m'est inspirée par une déclaration faite hier par le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Puis-je demander au ministre si le gouvernement ou son ministère a examiné le problème relatif aux travailleurs agricoles, et s'il n'est pas convaincu que les travailleurs canadiens pourraient répondre à toutes les offres d'emploi de ce genre, sauf dans le Sud-Ouest de l'Ontario?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, les fonctionnaires de mon ministère ne cessent d'étudier ce problème et d'en discuter avec divers fonctionnaires provinciaux et d'autres autorités provinciales. Si nous constatons que d'autres régions ont besoin de travailleurs étrangers et si nous pouvons obtenir de la main-d'œuvre de l'extérieur pour répondre à ces besoins, nous serons toujours disposés à examiner chaque problème.

[M. Barnett.]

L'EXAMEN DE LA QUESTION DE LA VIOLATION DE PROPRIÉTÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Je sais que la violation de propriété relève de la compétence provinciale. Je pose la question à la demande d'organismes assez importants au pays. Ce dont je parle a causé beaucoup d'inconvénients dans les différentes provinces, au Canada.

Le ministre pourrait-il inscrire cette question à l'ordre du jour de la prochaine conférence fédérale-provinciale sur l'agriculture afin d'élaborer une formule qui permettrait de meilleurs rapports entre les cultivateurs et les chasseurs qui habituellement violent la propriété?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le ministre a pris note des observations du député si ce dernier croit qu'une réponse est nécessaire, il pourrait l'obtenir en inscrivant sa question au *Feuilleton*.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

DISCOURS ATTRIBUÉ AU MINISTRE D'ÉTAT

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): J'ai une question à poser au premier ministre. Je voudrais lui demander si les opinions exprimées par le ministre d'État dans son discours du 20 avril, publié dans les journaux d'hier, au sujet de ce qui se passe au Parlement, de l'attitude des députés, de leur façon de penser et ainsi de suite, représente le point de vue du gouvernement.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai vu un rapport dans les journaux au sujet du discours en question. Ce dernier m'a paru très intéressant. J'ai prié le ministre de m'en passer un exemplaire.

Le très hon. M. Diefenbaker: Voudrait-il le déposer, afin que nous puissions tous en prendre connaissance?

[Français]

LE COMMERCE

LE ROYAUME-UNI ET LE MARCHÉ COMMUN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Maurice Allard (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et ma question n'est pas dangereuse?

A la suite des instructions contenues dans le discours du trône par le gouvernement